

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE-267

du 7 AOÛT 2025

**mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France,
de respecter certaines prescriptions pour ses installations de l'atelier RC4
sur le territoire de la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (dit « arrêté cadre »), réglementant les ateliers exploités par la société TotalEnergies Petrochemicals France, situés sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié portant autorisation d'exploiter une unité de production de résines C4 sur le site Total Petrochemicals France de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 16 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection de l'environnement ;
- Vu** le courriel du 17 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est transmettant le rapport d'inspection et informant la société TotalEnergies Petrochemicals France de la mise en demeure envisagée à son encontre ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par la société TotalEnergies Petrochemicals France dans le délai imparti ;

Considérant que l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé dispose que les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Les exploitants appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. [...] Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL2 des appareils de mesure en continu ;

Considérant que l'exploitant ne met pas en œuvre la procédure QAL3 (contrôle périodique) pour les chaudières A et B de l'atelier RC4 ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas, pour l'année 2023 et 2024, la vitesse d'éjection minimale des gaz de combustion autorisée pour les chaudières A et B ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis, lors de la visite du 15 mai 2025, le bilan annuel de la surveillance des rejets atmosphériques de l'année 2024 pour les chaudières A et B, accompagné des campagnes de contrôle annuel et semestriel réalisées par un organisme agréé ;

Considérant que l'exploitant n'a été en mesure de transmettre le bilan susmentionné suite à la visite du 15 mai 2025 et ce malgré les relances de l'inspection des installations classées par courriel des 16 mai et 10 juin 2025 ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que les résultats des campagnes de mesures des émissions diffuses fugitives dépassent le flux annuel des émissions diffuses de COV autorisé ;

Considérant que les dépassements susmentionnés sont observés depuis 2022 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les résultats constatés lors de la visite du 15 mai 2025 et suite à la visite ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux,

aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6, 92 400 Courbevoie, est mise en demeure **sous un délai de 2 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, pour ses deux chaudières A et B situées sur l'atelier RC4 situé sur son site de Saint-Avold, de respecter les dispositions suivantes :

- de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé :
« [...] Les exploitants appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité [...] QAL3) [...] Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL2 des appareils de mesure en continu. [...] » ;
- l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié susvisé :

«

Nom du conduit	Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Combustible	Débit maximal en Nm ³ /h
Cheminée chaudière n°1 (A)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	Gaz naturel	25 840
			Ethylène	24 483
Cheminée chaudière n°2 (B)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	Gaz naturel	25 840
			Ethylène	24 483

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). [...] » ;

Article 2 :

La société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6, 92 400 Courbevoie, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son atelier RC4 situé sur son site de Saint-Avold, de respecter les dispositions suivantes :

- sous un délai de 2 mois :

- l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié susvisé :
« Les résultats de l'autosurveillance des rejets à l'atmosphère des ateliers assujettis sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Ils sont présentés sous une forme synthétique facilement exploitable et sont accompagnés d'une analyse des éventuels dépassements des seuils fixés par les arrêtés d'autorisation et d'un compte-rendu détaillé des mesures compensatoires prises ou envisagées pour limiter ces dépassements. Les résultats doivent être complétés par des renseignements relatifs aux points de prélèvements, aux conditions de fonctionnement pendant les mesures, au niveau de production et aux débits rejetés. Une mesure annuelle au minimum est effectuée par un organisme extérieur. Lorsque des contrôles continus sont effectués, cette mesure permet de vérifier le bon fonctionnement du matériel d'analyse » ;

- sous un délai de 3 mois :

- l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié susvisé :
« [...] Le flux annuel des émissions diffuses de COV (dont émissions fugitives) de l'atelier Résines C4, n'excède pas 2,7 t/an ».

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont copie est adressée, pour information au maire de Saint-Avold et au sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Richard Smith